

Dictature du prolétariat ou pas ?

Louis Locoge – Fédération de la Vienne, section de Poitiers

La tâche qui s'annonce aux communistes pour endiguer le flot libéral et sa résultante fasciste est vaste. Si nous sommes majoritairement d'accord pour promouvoir ou se réapproprier le « marxisme », la « lutte des classes », la « formation des adhérents » et prioriser le retour aux « cellules d'entreprise », nous avons l'obligation de lancer différents chantiers de réflexions sur :

- Qu'elle stratégie et quelle place pour un parti communiste de classe
 - o a) en France avec les importantes questions : « union et/ou dictature du prolétariat »?
 - o b) dans l'espace ou les traités nous ont jeté : l'UE
 - o c) avec les autres partis communistes de l'UE et du Monde (relations, rencontres, analyses etc.)
- parallèlement travailler à promouvoir LA perspective au capitalisme (que ce soit dans ses versions Libérales, impérialistes ou fascistes) : LE SOCIALISME qui peut se définir comme la socialisation des moyens de production indispensables à l'élaboration de vraies politiques de rupture. POUR CE FAIRE, nous ne pouvons plus faire l'impasse sur des études historiennes et marxistes, des expériences passées (URSS, Chili, La Commune, les Démocraties Populaires, la commune de Munich en 1918 ou la révolution Hongroise de 1918, etc) ou en cours (Chine, Cuba, Corée du Nord etc...). il faut prioriser l'Urss, car nous ne pouvons pas rester sur ces deux positions qui s'opposent toujours depuis plus de 30 ans, qui consiste pour certains de tout jeter de ces 80 ans et pour les autres n'accepter aucune critiques. Il y a urgence camarades, nous devons rejeter cette ignominie qui amène l'UE et maintenant certaines communes a criminaliser le terme « communisme » et a mettre le signe égal entre le nazisme et le communisme. Dans ce capitalisme ou les institutions représentent et agissent UNIQUEMENT au profit exclusif des « possédants » et ou la quasi totalité des médias appartiennent a ces mêmes « possédants », diffusant quotidiennement leurs poisons, NOUS communistes nous n'avons pas de leçons d'humanité a recevoir a l'aune de toutes les guerres du capitalisme, du colonialisme, des contre révolutions, du fascisme et l'eugénisme du nazisme, du racisme que le capitalisme, quelqu'en soit ou en fut sa forme, a perpétué sur des centaines de millions de victimes, au cours du 19^e, 20^e et 21^e siècles. TOUTEFOIS, si la lutte des classes et les contre révolutions expliquent certaines errances, cela ne les justifient pas. Nous avons le devoir d'analyser la réalité, afin d'en tirer :
 - o a) une analyse historique réelle
 - o b) écrire un récit contradictoire, bien loin des épouvantables mensonges des Courtois et consorts.Aujourd'hui, les archives se sont ouvertes et de nombreux chercheurs ou effectué des bilans partiels qu'il s'agit de s'approprier.

J'aimerais apporter mes réflexions sur un important débat qui parcourt de nombreux militants : **dictature du prolétariat ou pas dictature du prolétariat ?**

- **sur Les termes « dictature » et « République »**

Les deux mots furent introduits dans la terminologie politique moderne à l'époque de la révolution Française, parce que les penseurs se servaient de l'antique République romaine comme modèle. Après avoir adopté une constitution libérale (abolition du vote censitaire, révocabilité des élus, etc.), les jacobins pour écraser la résistance de la noblesse, lors de « la Patrie en danger » furent obligés d'adopter temporairement, une « **dictature** » exercée par une minorité de révolutionnaires : le comité de salut public (on passe ainsi d'un unique dictateur à un groupe de dictateurs au sens premier du terme).

Puis le terme « dictature » fut choisi pour souligner que le capitalisme consiste en la « dictature de la bourgeoisie », celle d'une seule classe sociale qui détient tout le pouvoir politique et économique, (que ce soit sous la forme politique d'un régime parlementaire ou de la *dictature* telle qu'on l'entend aujourd'hui) Il faut se rappeler que le suffrage universelle (masculin et non censitaire) n'a existé que de 1792 à 1794, puis avec la révolution de 1848, mais vite enterré après la prise de pouvoir de Napoléon III. Pour renverser cette classe « Bourgeoise », « les prolétaires » devait prendre dans un premier temps tout le pouvoir, pour supprimer la division de la société en classes.

Dans Le Capital, Marx définit le prolétaire comme « le travailleur » qui produit le capital et le fait fructifier sans le posséder et pour s'inscrire dans la lutte des classes, ces prolétaires doivent avoir conscience de cette exploitation afin de travailler à y mettre fin par la révolution. Les deux termes *dictature* et *prolétaires* furent repris des révolutionnaires français, puis par leurs héritiers politiques du siècle suivant et parmi eux : les « communistes utopistes » chez qui Marx puisa une partie de son socialisme.

La notion de dictature et de révolution, sont plusieurs fois opposés à l'obligation de processus démocratiques, comme pilier de la construction du socialisme dans des textes et analyses que Marx et Engels, font, comme :

— **F. Engels, en 1891**

« Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française. »

« Le temps des coups de main, de révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leurs corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long persévérant est nécessaire, c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui plonge dans le désespoir de nos adversaires. »

— **F. Engels, Introduction de 1895 à l'édition allemande de l'ouvrage *Les Luttes de classes en France 1848-1850* de Karl Marx**

Une révolution et une « dictature » nécessairement violente selon Marx ?

Karl Marx et Friedrich Engels avaient évoqué la possibilité pour l'Angleterre d'un passage au communisme sans révolution - au sens d'une rupture violente avec le régime en place - à une époque **où il ne disposait que d'un « appareil d'État répressif » très peu développé**. Les voies et moyens du passage à la dictature du prolétariat, gérée par la majorité du prolétariat, seront variables selon les circonstances et le contexte ; la violence, sera souvent nécessaire mais pas toujours. Dans son **discours du 8 septembre 1872 aux ouvriers d'Amsterdam**, Marx supposait que « l'Amérique et l'Angleterre (pouvaient) arriver au socialisme par des moyens pacifiques »

Rosa Luxemburg a brillamment explicité ceci en décrivant en 1918, la révolution russe bolchevique :

« Lénine dit : l'État bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'État socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. C'est en quelque sorte l'État capitaliste renversé sur la tête. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : c'est que si la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins au-delà de certaines limites assez étroites, pour la dictature prolétarienne, au contraire, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre. [...] La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotski, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a en poche une recette toute prête, qu'il ne s'agit plus que d'appliquer avec énergie. Par malheur - ou, si l'on veut, par bonheur -, il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'on n'aurait plus qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, juridique et social, est une chose qui reste complètement enveloppée dans les brouillards de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs qui montrent la direction générale dans laquelle il faut s'engager, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là, aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignement. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche vivante de l'histoire, laquelle tout comme la nature organique dont elle est en fin de compte une partie, a la bonne habitude de faire naître toujours avec un besoin social véritable, les moyens de le satisfaire, avec le problème sa solution. »

Rosa Luxemburg-1918, La Révolution russe.

En prenant le temps de la réflexion, on peut tirer de ces analyses que lorsqu'il y a révolution, c'est parce que les contradictions entre la bourgeoisie et les prolétaires sont telles, que les institutions répressives ne permettent pas ou plus, la possibilité de prendre le pouvoir autrement que par la violence, malgré une mobilisation massive des prolétaires, gage d'un processus qui restera dans son ensemble, démocratique comme durant la commune de Paris.

Dans son contenu, la démocratie ouvrière n'a rien à voir avec les dérives stalinienne ou les dictatures bourgeoises. Engels soulignait que « la Commune de Paris, en 1871, fut le premier exemple de dictature du prolétariat. Dans leurs efforts pour remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier, les communards ont pris des mesures démocratiques inédites : 1) responsabilité et révocabilité de tous les élus ; 2) pas d'élus et de fonctionnaires mieux payés qu'un ouvrier qualifié ; 3) pas d'armée permanente et séparée du peuple, mais le peuple en arme, etc ».

Outre que le mot dictature n'a plus le même sens aujourd'hui qu'au 18^e & 19^e siècles, le concept « de la dictature du prolétariat » constitue une terminologie qui correspondait parfaitement à ces situations où seule la classe ouvrière, nombreuse et mobilisée, était organisée, où le sentiment d'appartenance à cette classe était partagé par l'immense majorité et où la révolution était la seule issue que le système répressif bourgeois permettait. Ce qui ne correspond pas à notre situation présente alors que le fascisme est en capacité d'être bientôt au pouvoir.

Si le besoin d'une perspective révolutionnaire (le Socialisme) est indéniable, la recherche d'UNIONS à construire à partir de la convergence des luttes est indispensable.

Nous sommes en échec parce que nous avons oubliés que l'union est un combat permanent ainsi que la lutte idéologique, qu'il faut continuer à entretenir (nos conquêtes communistes) et construire du « communisme » à tous les niveaux, tant local que national en réponse à la prédation capitaliste, que ce soit des centres de santé communaux, des coopératives, la défense de la sécurité sociale, la défense d'une sécurité emploi formation, faire vivre au présent des combats communistes, conquérir et impulser des victoires, car la seule perspective d'un horizon lointain ne suffit pas à mobiliser les prolétaires, surtout que depuis des décennies, cet horizon s'éloigne au fur et à mesure que nous avançons.

La démocratie ne peut pas se limiter à des consultations ou à des dispositifs institutionnels. Elle suppose une transformation profonde des rapports sociaux. C'est pourquoi la démocratie est à la fois le but et le moyen du combat pour le socialisme.

Elle est le moyen, parce que c'est par l'organisation collective, par les luttes sociales et par la participation populaire, que les travailleurs peuvent conquérir de nouveaux droits et transformer la société.

Elle est aussi le but, parce que le socialisme vise précisément à instaurer une société dans laquelle les choix économiques et politiques sont réellement placés sous le contrôle démocratique de la population.

La démocratie est donc inséparable de la lutte des classes.

C'est dans ce combat que peut se construire une société où le travail sera libéré de la domination du capital, où les citoyens disposeront réellement du temps, des droits et des moyens nécessaires pour participer pleinement aux décisions qui concernent leur vie collective.

C'est dans ce cadre que les unions doivent être un moyen d'avancées et de progrès et non un but. Les problématiques sont plus dans la définition d'une union, avec qui et sur quelles bases ainsi que la gestion de ses contradictions. A l'inverse de ce qui s'est fait pendant la gauche plurielle, nous ne devons ni avoir peur de la contradiction, ni de dénoncer des dérives qui vont à contre courant des intérêts des prolétaires.

La construction d'un chemin vers le socialisme ne peut donc pas avoir pour présupposé : qu'il y aura une révolution qui débouchera sur la dictature du prolétariat. Partir d'un tel postulat, c'est partir du principe que nous n'aurons pas le soutien populaire des travailleurs pour imposer la construction du socialisme, alors que la démocratie est à la fois le but et le moyen du combat pour le réaliser.